

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 282

du 20 AOÛT 2025

**imposant des mesures d'urgence à la société Lormafer dans le cadre de la gestion
d'une pollution au benzène pour ses installations situées
sur le territoire de la commune de Creutzwald**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le titre premier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.181-14, L.511-1, L.512-20, R.181-45 et R.512-69 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCL-2025-A-57 du 19 mai 2025 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;
- Vu** le guide de l'INERIS et du BRGM dans sa version de décembre 2022 sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux ICPE et sites pollués ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié autorisant la société Lormafer à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de Creutzwald (57150) ;
- Vu** la fiche de notification d'incident de la société LORMAFER du 29 juillet 2025, transmise par courriel le 30 juillet 2025 à l'inspection des installations classées, faisant état d'une pollution au benzène en aval de son installation de traitement des eaux de lavage « Élémentis 2 » ;
- Vu** les rapports de contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines de juillet et décembre 2024 ainsi que juillet 2025 ;

- Vu** le rapport du bureau d'études PW Environnement faisant le point de la situation de la pollution au 28 juillet 2025 et proposant différentes mesures ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 8 août 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgence transmis à l'exploitant par courrier du 11 août 2025 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant que l'exploitant a constaté en juillet 2025 une pollution au benzène au niveau de son piézomètre « PZ PO » ;

Considérant que le rapport de surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines du 31 juillet 2024 ne mettait pas en évidence de pollution en benzène sur le site ;

Considérant que le rapport de surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines du 31 décembre 2024 mettait en évidence une concentration anormale en benzène de 57 µg/l au niveau du piézomètre « PZ PO » du site, dont la présence restait à valider lors des analyses du premier semestre 2025 ;

Considérant que le rapport de surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines du 7 juillet 2025 confirme une pollution en benzène au niveau du piézomètre « PZ PO » du site, avec une teneur de 5 700 µg/l comparée dans ce rapport à une limite de 1 µg/l ;

Considérant que cette pollution résulterait d'inondations en mai 2024 ayant entraîné un débordement de la cuve de récupération des eaux de lavage de la station de traitement « Élémentis 2 » ;

Considérant dès lors que la source d'émission de cette pollution aurait été stoppée dès l'arrêt du débordement de la cuve ;

Considérant que l'exploitant a mis en place, dès début juillet 2025, les mesures d'urgence suivantes :

- pompage de fixation du benzène au niveau du piézomètre impacté avec stockage des eaux en citernes,
- identification de la source suspectée de pollution et création d'un puits au niveau de cette source,
- pompage de fixation du benzène au niveau de la source suspectée de pollution avec stockage des eaux en citernes,
- suivi hebdomadaire de l'évolution de la pollution ;

Considérant que le point de situation du 28 juillet 2025 du bureau d'études PW Environnement conclut que les mesures d'urgence prises permettent le maintien de la pollution sur le site et évitent sa dispersion ;

Considérant néanmoins l'absence de cartographie du panache de pollution du fait de la présence d'un seul piézomètre de suivi à l'aval hydraulique du piézomètre « PZ PO » (« PZ ES ») ;

Considérant de plus que le bureau d'études recommande de maintenir la fréquence hebdomadaire de contrôle ;

Considérant enfin que le bureau d'études indique que des sondages pour analyse des sols et gaz des sols sont nécessaires pour déterminer les extensions horizontale et verticale de la pollution, ainsi que pour définir une stratégie de dépollution de la zone ;

Considérant que le benzène est un solvant organique volatil, cancérigène et fortement toxique ;

Considérant dès lors que cette pollution est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'article R.512-20 du code de l'environnement susvisé : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » ;

Considérant qu'il y a urgence à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- identifier clairement la surface impactée par la pollution au benzène,
- mettre en place un plan de gestion de cette pollution cohérent avec la surface réellement impactée,
- renforcer la surveillance des eaux du site, au moins jusqu'à ce que le risque résiduel lié à la pollution soit acceptable,
- évaluer le risque résiduel lié à cette pollution, suite aux mesures mises en place,
- transmettre et compléter le rapport d'incident relatif à la pollution constatée,
- intégrer en matière de sécurité le retour d'expérience de cet accident à l'exploitation des installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : champ d'application

La société Lormafer, dont le siège social est situé à La Houve Siège 1 à Creutzwald (57150), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté que rendent nécessaires les conséquences de la pollution au benzène survenue au niveau de ses installations sur le territoire de la commune de Creutzwald.

Les études et travaux réalisés en application du présent arrêté doivent être menés conformément aux dispositions de la norme NF X 31-620.

Article 2 : identification de l'impact du site et gestion « sur site »

2.1. État des lieux

Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution au benzène de son site sur le(s) milieu(x) (air, eaux souterraines et de surface, sol, sous-sol), l'exploitant réalise un diagnostic des milieux comprenant a minima la détermination des teneurs en benzène dans les milieux, l'extension des zones impactées, l'étude analytique de la vulnérabilité des milieux visant à caractériser (propriétés physico-chimiques, hydrogéologiques, météorologiques...) les milieux de transfert et les milieux d'exposition.

Ce diagnostic s'appuie sur le plan de sondages présenté par le bureau d'études PW Environnement dans son point de situation du 28 juillet 2025. Il présente en particulier sous forme cartographique l'étendue de la pollution au benzène constatée lors des mesures du premier semestre 2025.

2.2. Plan de gestion

Au vu des conclusions de l'étude de caractérisation du site et de son environnement visée à l'article 2.1 ci-dessus, l'exploitant propose un **plan de gestion** de la pollution ou apporte les éléments justifiant de son absence.

L'objectif du plan de gestion de la pollution est de définir les opérations de traitement à réaliser afin de supprimer les pollutions concentrées, maîtriser les impacts et risques associés et à gérer les pollutions résiduelles et diffuses. Ce plan de gestion est établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de construction actives ou passives, confinement, surveillance, etc.) sur la base d'un bilan coûts-avantages. Dans tous les cas, les possibilités de suppression des sources de pollution au benzène sont présentées.

2.3. Analyse des risques résiduels

Si les mesures de gestion envisagées sur le site ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions au benzène et les personnes, l'exploitant réalise une **évaluation quantitative des risques sanitaires sur les expositions résiduelles**. Dans ce cadre, le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures de gestion permettant de rendre compatible l'état du site et des milieux avec leurs usages.

Article 3 : identification de l'impact du site et gestion « hors site »

3.1. État des milieux

L'exploitant procède à la caractérisation des milieux en dehors du site et s'assure que l'état des milieux est compatible avec les usages constatés.

Cette étude devra permettre de différencier les situations qui permettent une libre jouissance des milieux de celles qui sont susceptibles de poser problème et pour lesquelles des mesures de gestion doivent être mises en place rapidement pour rétablir la compatibilité entre l'état des milieux et les usages.

Pour cela, l'identification de l'état des milieux basée autour d'un schéma conceptuel (bilan factuel de l'état des milieux) consiste en la réalisation a minima des étapes précisées à l'article 2.1. ci-dessus. Cette identification s'appuie si possible sur la mesure analytique des milieux (milieux sources et milieux d'exposition) et est complétée en tant que de besoin par des modélisations ayant pour objet d'orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du milieu considéré lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, aux valeurs de gestion réglementaires ou, à défaut, aux valeurs d'analyse de la situation, données de qualité ou à un environnement local témoin.

3.2. Évaluation quantitative des risques sanitaires

Si les analyses montrent que certains milieux d'exposition présentent des teneurs en benzène supérieures aux valeurs de gestion précitées, l'exploitant réalise une **évaluation quantitative des risques sanitaires**. Le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible.

Article 8 : sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9 : délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg, par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.

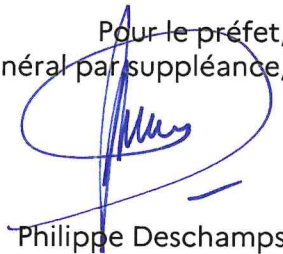
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

Article 10 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Lormafer et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Creutzwald.

Pour le préfet,
le secrétaire général par suppléance,



Philippe Deschamps

